1. Fiche de renseignements relatifs aux entreprises concernées par le projet et Attestation sur l’honneur

*A renseigner pour chaque entreprise*

|  |  |
| --- | --- |
| **Raison sociale** |  |
| Adresse  |  |
| Code postal - Commune |  |
| Téléphone |  |
| Courriel |  |
| Effectif |  |
| **Numéro SIRET (si vous ne disposez pas de ce numéro, voir P 2 « informations pratiques »** |  |
| **Numéro RNA ou, à défaut, numéro de récépissé en Préfecture (pour les associations)** |  |
| **Numéro APE** |  |
| **Nom du Directeur de la structure** |  |
| Adresse mail |  |
| Consultation des IRP | ( ) Fait ( ) A venir ( ) Non concerné |

Attestation sur l’honneur

Je soussigné(e), (nom et prénom)

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Agissant en qualité de (fonction dans l’entreprise / l’association)

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Représentant de (nom de l’entreprise / l’association)

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* Certifie que l’entreprise / l’association est régulièrement déclarée.
* Certifie que l’entreprise / l’association est en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants.
* Certifie ne pas être en liquidation judiciaire au sens de l’article L 620-1 du code de commerce ou d’une procédure équivalente régie par un droit étranger et qu’il ne fait pas l’objet d’une procédure de redressement ou de sauvegarde judiciaire.
* Certifie être en règle avec les conditions de désignation et de fonctionnement des institutions représentatives du personnel.
* Certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes de subventions déposées auprès d’autres financeurs publics.
* Atteste que l’entreprise / association n’a pas bénéficié d’un montant total d’aides publiques spécifiques supérieur à 200 000 € sur trois exercices (règle des Minimis).
* Certifie que mon entreprise / association **est / n’est pas** assujettie à la TVA.
* Certifie avoir informé et consulté des IRP sur le projet faisant l’objet de la présente demande de subvention du FACT.

Etablie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait le………………………………………………… A…………………………………………………………………………

Signature[[1]](#footnote-1)

1. (1) Toute fausse déclaration est passible de peines d’emprisonnement et d’amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d’accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés s’exerce auprès de l’établissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier. [↑](#footnote-ref-1)